

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 50 (1958)  
**Heft:** 11

**Artikel:** Menace de crise économique?  
**Autor:** Hartmann, Georges  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-385074>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

50<sup>e</sup> année

Novembre 1958

Nº 11

## Menace de crise économique ?

Par Georges Hartmann,  
docteur ès sciences politiques et économiques

« Gouverner, c'est prévoir ! »

### *I. Introduction*

En présence de la récession qui dure depuis fin 1956 aux Etats-Unis et qui apparaît depuis quelques mois dans certains pays d'Europe, certains milieux économiques et politiques expriment leur inquiétude sur l'évolution possible de ce ralentissement de l'activité économique. Les variations de la conjoncture ont en effet des incidences non seulement du point de vue politique, économique et social, mais encore sur le plan familial et individuel. Aussi, l'incertitude qui règne aujourd'hui dans de nombreux milieux quant à l'évolution future de la conjoncture économique conduit-elle certains à se demander si la récession n'est qu'une pause nécessaire avant la reprise expansionniste ou si le monde est menacé d'une crise économique.

La « conjoncture », que les économistes, les pouvoirs publics, les hommes d'affaires, les syndicats de travailleurs observent, analysent et tentent de prévoir, est à la fois l'état résultant d'un concours simultané d'événements, le mouvement accusé par le changement que subit la situation économique et la conjonction de données statistiques les unes avec les autres. Relevant de disciplines scientifiques, toute étude de conjoncture implique un diagnostic (enregistrement, observations, mesures, descriptions des faits), une explication (analyse et recherche des causes), un pronostic (élaboration de prévisions), le choix d'une politique économique (actes de correction, de transformation, d'adaptation des activités économiques). D'ailleurs, l'établissement du diagnostic économique nécessite une distinction entre l'essor (expansion), la tension (stabilisation en haut), la crise (renversement en haut), la baisse (contraction), la dépression (stabilisation en bas) et la reprise (retournement en bas vers l'essor).

Il y a toujours eu dans la vie des peuples des périodes prospères, des phases moins heureuses et des époques de misère. Les populations agricoles de tous les temps ont connu tour à tour des années de récoltes abondantes et des années de « vaches maigres ». Depuis l'avènement du machinisme, le mouvement général des affaires a même pris une allure rythmique plus ou moins marquée. Bien que l'observation du passé ne donne pas de certitude pour l'avenir, les économistes modernes ne peuvent prévoir l'évolution économique future que si certaines conditions sont remplies en fonction de facteurs qui, dans le passé et dans le présent, amorcent une évolution possible dans l'avenir.

## *II. L'activité économique est-elle soumise à des rythmes connus ?*

De tous temps, l'homme a en effet été préoccupé par l'avenir de son activité économique et de sa sécurité matérielle (sécurité sociale en termes modernes). Toute l'histoire économique du monde est nourrie de théories inspirées par la crainte des disettes, des crises, du chômage et de toutes ses conséquences matérielles, morales et psychiques. L'histoire a aussi démontré comment la vie économique se poursuit depuis des siècles dans une succession de périodes de liberté ayant engendré des périodes d'intervention, celles-ci ayant entraîné à leur tour de nouvelles réactions libérales. Les réglementations du moyen âge (servage, artisanat, corporations) ne firent-elles pas place au libre-échange et les temps modernes, dans leur réaction contre ce dernier système, ne sont-ils pas revenus progressivement à cette primauté de l'Etat, empruntée à l'antiquité, en adoptant un peu toutes les formes de l'interventionnisme, avec des nuances diverses suivant les pays et les époques ? La vie des nations et des Etats a obéi au cours de l'histoire, selon un rythme plus ou moins régulier, au flux et au reflux successifs de la liberté et de l'autorité. Les étapes de l'histoire économique confirment ce qu'un politicien d'Europe orientale écrivait avant la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire que tout ce qui paraît nouveau, révolutionnaire ou avancé dans l'organisation politique et économique de certaines nations n'est souvent qu'une reprise et une application, sous une autre forme, d'une idée fondamentale d'organisation sociale sur laquelle étaient basées les collectivités primitives.

L'économie politique, science sociale, donc humaine, s'occupe aussi bien de l'homme que de la matière dans l'espace et dans le temps. Ces facteurs ne peuvent être ignorés dans toute analyse de la conjoncture économique. L'homme comme la matière est soumis aux lois de l'espace et de la durée. « Le monde est un continu mouvant où tout se tient », a dit le philosophe Bergson. De même que l'univers se contracte et se dilate avec des intervalles de plusieurs milliards d'années ou que notre planète terrestre est en train

de sortir du dernier des huit âges glaciaires qui se sont succédés avec des intervalles d'environ deux cent cinquante millions d'années (le dernier âge ayant comporté quatre glaciations), de même que l'évolution des civilisations s'est manifestée par des cycles de millénaires et de siècles ou que la toile de fond de l'évolution économique et sociale de l'humanité est constituée par des vagues séculaires d'une durée d'environ 150 ans (mouvements dit de Wagemann), l'activité économique de l'humanité a été marquée par des mouvements de longue durée, correspondant à une vie humaine (périodes de 40 à 60 ans) et concernant plus particulièrement les prix, les salaires, les taux d'intérêts, le commerce extérieur. Sur ces cycles (dits de Kondratieff) se détachent des mouvements économiques de courte durée qui font alterner des phases de baisse (contraction) et d'essor (expansion) de l'activité économique, cycles s'étalant entre deux points de crise (renversement en haut)<sup>1</sup>. Les cycles les plus courts engendrent par succession les cycles les plus longs selon une tendance ascendante, ce qui crée une interpénétration très complexe de toutes les catégories entre elles. Les économistes s'accordent à reconnaître dans les mouvements de courte durée plusieurs sortes de cycles. Il y a l'hyper-cycle (production industrielle, actions, intérêts) ou cycle de la construction, dit de Warren (19 à 25 ans et, dans l'économie américaine, de 17 à 18 ans), auquel Hansen et Isard ont juxtaposé leur « cycle du transport et du bâtiment » (17 à 18 ans) dont la cause a été l'apparition irrégulière des applications du progrès technique (l'innovation de Schumpeter) dans le domaine du transport, dans le développement saccadé du réseau de transport et dans la construction lors de son adaptation aux changements occasionnés par les transports. Il y a aussi le cycle majeur ou cycle d'investissement, dit de Juglar (de 6 à 11 ans, en moyenne 8 ans), qui concerne la production agricole et industrielle, le chômage, les prix, les mariages ; à cet égard, il faut rappeler la thèse de la coïncidence cyclique, tous les 11 ans, des taches solaires et de l'activité magnétique du soleil avec les modifications climatiques terrestres, les mauvaises récoltes, la baisse des revenus et du pouvoir d'achat des paysans et la diminution des affaires de certaines activités industrielles étroitement liées à l'agriculture (Herschell, W.-S. Jevons, H.-S. Jevons, Moore, Beveridge...). Chacun sait en effet que le soleil est soumis à une activité magnétique qui se manifeste surtout par l'apparition périodique de taches (gigantesques tourbillons à la surface de la photosphère, se propageant à des centaines de milliers de kilomètres de hauteur dans la chromosphère) dont la décroissance s'effectue en six ans et demi et la croissance en quatre

---

<sup>1</sup> Voir Georges Hartmann, *Conjonctures économiques d'hier, d'aujourd'hui, de demain*. Editions générales S.A., Genève 1958, graphiques I, II, IV, V, VII et pp. 38, 40, 43.

ans et demi en moyenne<sup>2</sup>. Dans la classification des cycles, outre le cycle politique (de 3 à 4 ans), correspondant selon les pays au changement de la politique gouvernementale, il y a encore le cycle mineur ou cycle des stocks, dit de Kitchin-Crum (d'environ 3 ans un tiers ou 40 mois) qui porte sur la production industrielle, les prix de gros, les cours des actions. Au-delà du cycle agricole végétal (de 2 ans), il y a enfin, variables selon les branches économiques, les rythmes annuels, les fluctuations saisonnières (récoltes, conserves alimentaires, boissons, combustibles, textiles, vêtements, vacances, tourisme, construction, librairie, etc.), les variations mensuelles, quotidiennes, horaires, biologiques (consommation d'électricité, transports, alternance d'activité et de repos, activité glandulaire, température du corps, tension artérielle, pulsations et débit cardiaques, etc.). La matière elle-même constitue un champ d'équilibres internes sans cesse renouvelés qui résultent des échanges d'énergie dans les atomes qui la forment. Si la combinaison de trois cycles « Kitchin » forme un cycle « Juglar » et si trois cycles « Juglar » constituent un cycle « Kondratieff », selon Ackermann, les cycles seraient depuis 1933 aux Etats-Unis d'un type mixte, la politique de l'Etat se mêlant aux mouvements cumulatifs des marchés et submergeant souvent ces variations provoquées par des investissements non contrôlés.

### *III. Peut-on prévoir la conjoncture économique ?*

Quantité de crises économiques se sont produites au cours des siècles passés dans les divers pays et à des époques souvent différentes, en raison du compartimentage géographique et économique de ces contrées et de l'absence de moyens rapides de transport et de communication à grande distance, qui, s'ils avaient existé, auraient certainement facilité les échanges et les compensations massives de produits entre les régions excédentaires et les contrées déficitaires. Mais, depuis plus d'un siècle, des crises généralisées sont apparues dans presque tous les pays, en 1873-1875, 1896, 1907, 1913, 1920, 1929/30, 1938/39. Les fluctuations qui se sont produites à ces époques ont été singulièrement parallèles dans de nombreux pays, malgré les différences profondes des milieux physique, humain, économique, politique et social de ces pays<sup>3</sup>. Les économies nationales sont-elles si interdépendantes ? Si le monde n'a plus connu de crise classique depuis 1929/30, cette dernière crise, qui présenta des particularités qui la distinguèrent nettement des dépressions précédentes, a été suivie d'une reprise des affaires dans quelques pays en 1933 pour donner ensuite naissance à un nouveau recul en

<sup>2</sup> Voir Georges Hartmann, op. cit., graphique III des cycles des taches solaires de 1750 à 1956.

<sup>3</sup> Voir Georges Hartmann, op. cit., graphiques I, II, V.

1938/39. Pour autant qu'il y ait eu depuis la seconde guerre mondiale des récessions dans certains pays européens, c'est-à-dire des contractions de courte durée et de faible intensité à la suite des récessions américaines de 1945/46, 1948/49, 1953/54, leur apparition en 1947 en Angleterre, en 1949 en France, en 1952 en France et en Angleterre semblerait démontrer que la solidarité entre les économies se relâche peut-être quelque peu. Si la crise de Suez a peu influencé les marchés de matières premières en automne-hiver 1956/57, comparativement à la hausse de 1950/51 consécutive au réarmement et à la panique des approvisionnements suscités par la guerre de Corée, l'activité économique mondiale a progressé presque continuellement de 1953 à 1957.

Lorsqu'on examine avec un recul de treize ans la période d'expansion qui a suivi la fin de la seconde guerre mondiale et qu'on se demande pourquoi une crise n'a pas éclaté, on découvre de multiples causes. L'absence de dépression économique après le second conflit mondial s'explique par la reconstruction gigantesque des régions européennes dévastées, le renouvellement de l'outillage fatigué durant les hostilités, ainsi que la modernisation des installations et l'aide financière américaine. Le pouvoir d'achat des masses, découlant du plein-emploi et comprimé pendant la période de restrictions, déclencha dans l'après-guerre une véritable détente des dépenses de consommation. Dans tous les pays du monde occidental, il y a eu l'aménagement des réseaux ferroviaires et routiers, les répercussions de la guerre de Corée, le réarmement intensif qui l'a suivie, l'accumulation des stocks de marchandises, l'accroissement du crédit à la consommation et l'introduction de nouvelles techniques de production basées sur l'automation<sup>4</sup> et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins industrielles et agricoles (isotopes radioactifs, etc.). Tous ces facteurs ont nourri abondamment et développé l'expansion économique d'après-guerre.

Les Etats-Unis exercent sur l'économie mondiale un véritable ascendant en raison de la masse de leur production et de leur consommation. S'ils devaient traverser une violente crise économique, la plupart des autres pays seraient exposés à une grave pénurie de dollars et les débouchés des industries exportatrices européennes, et notamment des usines suisses dont les exportations atteignent 40 % de la production suisse, se rétréciraient. Les effets d'une baisse de la conjoncture aux Etats-Unis peuvent avoir une influence sur l'Europe s'ils diminuent leurs importations d'Europe et si la diminution des achats américains dans les pays d'outre-mer réduit le pouvoir d'achat de ces pays acheteurs de produits européens. Il ressort notamment de la comparaison, de 1955 à 1958, des

---

<sup>4</sup> Voir Georges Hartmann, *Le patronat, les salariés, l'Etat face à l'automation*. Editions de La Baconnière, Boudry 1956.

indices de production des Etats-Unis avec ceux d'Allemagne occidentale, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, que l'influence de la conjoncture américaine n'a pas été grande sur l'économie européenne occidentale, à l'exception de celle de la Grande-Bretagne dont les indices ont évolué presque parallèlement à ceux des Etats-Unis. Toutefois, si certains pensent que, par l'ampleur de leur production, de leur consommation, de leur revenu national et par leur rôle de client principal des fournisseurs étrangers de matières premières, les Etats-Unis garderont encore une influence prépondérante sur l'économie mondiale, Lippmann a l'impression qu'il y aurait en Europe un véritable déclin de l'influence américaine. Il se peut en effet que l'interdépendance européenne vis-à-vis des Etats-Unis fléchisse, si ce n'est immédiatement du moins au cours des prochaines années dans la mesure où le continent européen réalisera ses projets d'union économique et de libre-échange dans le regroupement de ses marchés.

Des centaines d'économistes dans tous les pays du monde, experts en matière de conjoncture économique, se sont voués à l'analyse de l'évolution des divers secteurs de l'économie depuis des époques fort reculées au moyen d'informations puisées à de multiples sources. Ces conjoncturistes ont dépouillé méthodiquement des séries de chiffres statistiques portant sur le niveau des prix, le taux de l'intérêt, les salaires, le commerce international, la production, la consommation de certains produits de première importance (céréales, charbon, acier, etc.), l'activité bancaire et boursière, les transports, etc. Or, ces observations de l'activité économique ont permis de déceler un mouvement ondulatoire de l'économie et d'enregistrer, notamment depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, diverses catégories de fluctuations économiques, de « cycles économiques » (Wagemann, Kondratieff, Warren, Juglar, Kitchin-Crum...).

La connaissance des faits économiques et leur analyse permettent aux conjoncturistes de prévoir le retour de phénomènes identiques si les causes et les conditions de leur apparition restent les mêmes. Il est admis que les « forces motrices » de l'économie, considérées comme les principaux facteurs de changement de portée générale, sont essentiellement l'accroissement de la population totale et celui de la population active, le développement de la technique, l'évolution du revenu global, le flux des épargnes et des investissements, l'augmentation de la capacité de production, les modifications des rapports entre l'industrie et l'agriculture, la spéculation économique propre aux entrepreneurs (marché, concurrence, prix, salaires, substitution des produits, mode, etc.) et les problèmes politiques (déplacement du pouvoir politique, désordres sociaux, guerres, etc.), le développement des groupes syndicaux, les actions de l'Etat (politique économique, monétaire, fiscale, de crédit, liberté des échanges, etc.). Le professeur Guitton a d'ailleurs procédé à un classement

très judicieux de ces « facteurs propulsifs » de l'économie. En plus des « variables complexes » (psychologiques, monétaires), il distingue, d'une part, les « variables dépendantes » ou internes concernant tant les biens de production que les biens de consommation (volume de la production, valeurs, quantités, prix) et, d'autre part, les « variables indépendantes » ou externes qui peuvent être physiques (géologie, mouvement des astres, climat, etc.), démographiques (quantité d'individus, natalité, nuptialité, fécondité, mortalité, migration, etc.), techniques (énergies et outillages, etc.), institutionnelles, sociologiques ou politiques (famille, propriété, profession, entreprise, Etat, etc.).

Mais l'organisme si complexe de l'économie ne permet pas d'exprimer toutes ces « variables » par un seul chiffre. Les économistes ont donc cherché à mesurer la conjoncture économique au moyen de « baromètres économiques » à courbe unique ou à courbes multiples et de « modèles économétriques » ou de « matrices économétriques » ou de « grilles », tous constitués par les éléments statistiques de certains secteurs déterminés de l'économie (forces motrices ou facteurs propulsifs). Ces instruments de recherche conjoncturelle sont établis par des organismes privés et officiels dénommés « instituts de conjoncture ». Après le fameux « *Ars conjectandi* » de Bernoulli (1713) et les méthodes adoptées pour les anciennes « tables de mortalité » anglaises, de nombreuses méthodes ont été proposées, éprouvées ou abandonnées par les instituts de conjoncture de nombreux pays<sup>5</sup>. A la suite des travaux de Juglar (1857), de Neumann-Spallart (1877), de Foville (1888), de la « Babson Statistical Organisation » (1903), du « Brookmire's Economic Service » (1907), de la « Commission française » (1908), le « Comité des recherches économiques de l'Université de Harvard » (1917) s'est rendu célèbre par le regroupement d'environ cinquante indices économiques sous la forme des trois courbes du marché financier (A), du marché des affaires (B) et du marché monétaire (C). On sait que si les prévisions de Harvard donnèrent satisfaction au début et furent confirmées par les faits jusqu'en 1925, en revanche, elles furent démenties depuis cette époque. Son héritière depuis 1926, la « Harvard Economic Society » laissa même passer en décembre 1928/janvier 1929 le moment où la baisse de la courbe A lui aurait permis une prévision exacte de la crise pour l'été 1929.

La Russie eut un institut de conjoncture depuis 1921 et l'Angleterre son « London and Cambridge Economic Service » dès 1922. En ce qui concerne l'Allemagne, c'est sous la direction du professeur Wagemann que se constitua en 1925 à Berlin un « Institut für Konjunkturforschung » dont de nombreux pronostics firent leurs

---

<sup>5</sup> Voir Georges Hartmann, *Conjonctures économiques d'hier, d'aujourd'hui, de demain*. Editions générales S. A., Genève 1958, chapitre IV.

preuves. L'institut allemand fut imité par la plupart des pays européens qui, sans tous adopter le titre d'institut de conjoncture, organisèrent des observations méthodiques : en 1927 à Vienne (Oesterr. Institut für Wirtschaftsforschung), en 1928 à Varsovie, à Louvain (Institut de recherches économiques et sociales de l'Université) et à Budapest. Plus tard devaient aussi s'ouvrir des instituts en Bulgarie, en Italie, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Suède. Après la « Conjoncture économique et financière » du professeur Dessirier (1930), l'« Institut scientifique de recherches économiques et sociales » du professeur Rist (1933) et le « point économique » du professeur Sauvy, en France, l'« Institut de conjoncture » (1938) fut intégré en 1946 par l'« Institut national de la statistique et des études économiques ». En Suisse, bien qu'une « Konjunktur-Statistische Korrespondenz » existât en 1934, aujourd'hui les centres universitaires, les commissions fédérales permanentes de la recherche des prix et l'observation de la conjoncture (1932) ainsi que l'« Institut de recherche de la Société suisse pour la recherche de la conjoncture » du professeur Böhler s'appliquent à l'étude de l'évolution future de l'économie. En Allemagne, l'institut Wagemann de Berlin (1925) devenu le « Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung » a vu naître depuis 1949 six autres instituts privés de conjoncture à Hambourg, à Munich, à Braunschweig-Völkenrode, à Kiel, à Essen et à Cologne.

Sur le plan européen, quinze instituts de conjoncture d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et de Yougoslavie ont fondé une association pour étudier les méthodes d'analyse de l'activité économique, l'évolution conjoncturelle en Europe et les formes de l'intégration européenne dans leurs rapports avec la conjoncture économique. D'ailleurs, l'article 103 du traité instituant la Communauté européenne économique (Rome, 25 mars 1957) prévoit que la politique de conjoncture est devenue une question d'intérêt commun et que la communauté peut prendre les mesures appropriées aux circonstances. La création du Marché commun aura en effet des répercussions sur la conjoncture européenne qui sera beaucoup plus uniforme, les phénomènes économiques se transmettant de plus en plus d'une manière automatique de pays à pays.

Aux Etats-Unis, à part de nombreux indices (Moody, Standard and Poor's Corporation, Dow Jones, Barron's, York Times, etc.) fournissant des renseignements sur l'évolution de certains secteurs de l'économie nationale (prix, actions, production industrielle, transports, etc.), l'observatoire officiel de la conjoncture est le « National Bureau of Economic Research » qui fut animé avant la seconde guerre mondiale par les professeurs Mitchell et Burns, et depuis par le professeur Moore. Reprenant les travaux de ses prédecesseurs, Moore a examiné 801 indices mensuels et trimestriels,

dont il en a retenu 21 reconnus comme particulièrement révélateurs (contrats de construction de logements et de bâtiments industriels, commandes de biens durables, cours des valeurs industrielles, prix de gros des denrées de première nécessité, durée du travail hebdomadaire moyenne dans les usines, création de nouvelles sociétés, déclarations de faillites). Lorsqu'ils découvrirent que le mouvement des affaires est généralement proportionnel à l'expansion ou à la contraction des activités industrielles, les conjoncturistes du « National Bureau of Economic Research » mirent au point une autre sorte d'indices en calculant pour chaque branche économique la proportion des indices qui augmentent à un moment donné par rapport au nombre total des indices représentatifs de toute la branche. Ces indices sont sensés révéler l'influence d'un mouvement quelconque au sein d'une activité économique et atteignent leurs maximums et leurs minimums six à douze mois avant ceux du mouvement des affaires.

A part la prévision officielle du Gouvernement des Etats-Unis, le professeur Evans, du « Bureau of Labor Statistics », a mis au point une matrice économétrique comportant 250 lignes et 250 colonnes, fournissant une description extrêmement détaillée de l'économie : progrès technologiques, productions, productivité, prix, investissements, énergies, transports.

Ayant généralisé et conçu mathématiquement le calcul de ces fonctions et des effets des modifications des diverses « variables » dans ces matrices de la comptabilité interindustrielle, le professeur Léontief a reçu des ministères des éléments statistiques qui lui ont permis d'établir une « grille » englobant 175 branches de la production et autant de secteurs de la consommation et, partant, de renforcer l'exactitude de ses pronostics. Selon Billy, les services de statistiques des Etats-Unis disposeraient même aujourd'hui d'un « modèle économétrique » de 400 relations, la plupart d'entre elles correspondant à des groupes d'industries.

La revue américaine « Business Week » a révélé qu'à l'Université de Michigan, Klein, Suits et Goldberger ont réalisé depuis 1953 un « modèle économétrique » pour les années 1953 et 1954, et dont les pronostics se seraient révélés très proches de la réalité.

Mais de nombreuses organisations privées, notamment l'« Econometric Institut » de Roos, à New-York, renseignent les particuliers et la plupart des grandes entreprises industrielles ont leur propre service de recherche économétrique. Par exemple, Alexander (Columbia Broadcasting System) étudie les facteurs d'influence provenant de la politique gouvernementale, des probabilités de vote des lois importantes, des conditions de crédit, des possibilités d'hypothèques, des mouvements de prix, des disponibilités d'argent liquide, de la proportion des appartements libres, de la politique fiscale, des sondages représentatifs de l'opinion des consommateurs, et ceci sur le

plan de la consommation, des transports, des investissements privés, des achats de biens et de services par l'Etat, des constructions. L'indice de Wright (Standard Oil, New-Jersey) sert aussi à révéler les tournants des cycles économiques. Wright a calculé que les variations d'un grand nombre d'indices économiques tendent à s'exprimer par une courbe en forme « de cloche » dont les maximums et les minimums indiquent les renversements de la vie économique générale. C'est la même constatation qui avait été faite depuis longtemps pour la courbe démographique séculaire, qui a toujours une forme de S dénommée « courbe logistique » et qui comporte une croissance d'abord croissante puis décroissante (constations de Verhulst en 1844, de Pearl et Reed vers 1920). De nombreux autres économistes, notamment aux Etats-Unis (par exemple Kuznets, Daeves, Dewey, Dakin), ont également constaté depuis 1952 que les autres phénomènes économiques sont aussi affectés par cette courbe parabolique dite « de Gauss ». Le professeur Dupriez a démontré, à cet égard, que la croissance de la production des biens de consommation et des biens de production en Grande-Bretagne a accusé justement cette forme de courbe de 1700 à 1940.

Il est évident que chaque technique de prévision peut présenter des avantages et des inconvénients, mais le choix de la méthode dépend avant tout de la nature des activités et des problèmes posés. Bien que certains auteurs nient la possibilité de faire des pronostics économiques, la technique moderne de prévision ne compte plus sur la méthode formaliste des « baromètres économiques » de jadis, mais la remplace par des données puisées dans la comptabilité nationale en recourant aux « modèles économétriques », aux enquêtes par sondage de l'opinion des entrepreneurs et des consommateurs pour recueillir des indications de changements économiques à court terme, pour déceler les intentions présentes et les anticipations qui prendront effet à long terme. Il est incontestable, comme le dit le professeur Sauvy, que la plupart des prévisions ne peuvent être que conditionnelles.

L'observateur de la conjoncture économique ne se borne pas à rechercher des cycles, à dissocier et à déboîter pour ainsi dire les mouvements de longue durée, les cycles, les variations saisonnières et accidentelles les uns des autres, mais il s'efforce d'en déformer les données brutes pour pouvoir les interpréter. Alors que l'économique traite un aspect particulier du comportement de l'homme, soit la recherche et la transformation des ressources dans le but de satisfaire des besoins humains, l'économétrie cherche de son côté à atteindre des résultats numériques et à vérifier les théories économiques au moyen des mathématiques et de la statistique. Les plus récentes méthodes de prévision économique sont ainsi basées sur des modèles qui permettent d'étudier l'évolution de la fonction pour chaque modification des variables, lorsque les liaisons fonctionnelles

entre les différents postes statistiques sont établies et décrites. Ainsi, en recourant, d'une part, à la psychologie humaine, d'autre part, à l'extrapolation statistique, les économètres tentent de prévoir l'avenir économique.

Si la statistique étudie les interrelations entre les variables d'une période donnée, la « dynamique » étudie les réactions d'une variable sur une autre, de période en période. Partant de données statistiques tirées de l'économie du marché, l'économétrie cherche à savoir de quels facteurs économiques dépend un certain comportement humain, comme par exemple la répartition du revenu entre la consommation et l'épargne, les modifications de l'encaisse ou l'investissement.

Si de nombreux échecs ont été essuyés dans la prévision économique après la dépression de 1929, alors que les méthodes n'étaient pas encore au point, et si les prévisions des économètres depuis la dernière guerre ne se sont pas toujours avérées exactes, un grand pas a cependant été franchi ces dernières années dans ce domaine et l'élimination des récessions de 1948/1949 et 1952/1953/1954 n'est pas étrangère aux travaux des instituts de conjoncture et à leurs « modèles économétriques » que le professeur Vincent a définis comme étant des représentations chiffrées et simplifiées, mais complètes, de l'évolution économique d'une nation pendant une période déterminée.

Sur le plan international, d'étroits contacts entre les instituts de conjoncture contribuent certainement à l'amélioration des méthodes de recherche et au contrôle des prévisions sur une large échelle. Aussi, en commun avec la Commission économique pour l'Europe (C. E. E.), l'Organisation européenne de coopération économique (O. E. C. E.), les fonds de financement (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, l'Import-Export-Bank, la Société financière internationale, le Fonds de développement par voie de prêts), la Communauté européenne du charbon et de l'acier (C. E. C. A.), le Marché commun, la Zone de libre-échange, la Conférence européenne des ministres des transports (C. E. M. T.), l'Organisation mondiale de l'agriculture (F. A. O.), la Chambre de commerce internationale (C. C. I.), l'Union internationale des chemins de fer (U. I. C.) et l'Union internationale des transports routiers (I. R. U.), l'Association récemment créée des instituts de conjoncture d'Europe occidentale pourra-t-elle contribuer efficacement aux efforts nécessaires de tous les pays pour freiner les trop grandes fluctuations économiques. En France, un groupe vient de se constituer sous le nom de « Centre international de prospective » pour étudier les causes d'accélération de la vie économique et pour en prévoir les conséquences.

#### *IV. Peut-on corriger la conjoncture économique?*

L'humanité est engagée dans un univers matériel où le déséquilibre est entretenu par la loi du moindre effort: toute activité humaine se situe entre la paresse et l'efficience. Or, à l'instar des variations naturelles, les fluctuations économiques sont le résultat de nombreuses influences, même contraires, dont la tendance majoritaire détermine le mouvement général par le mécanisme d'un « feed-back »<sup>6</sup>. Dérivé de ce mot anglais, dont la traduction littérale signifie « alimenté en arrière », le système de contrôle automatique réflexe ou la rétroaction relève en effet de phénomènes naturels. Les mécanismes autorégulateurs de l'organisme des êtres vivants mettent automatiquement en jeu des réactions physico-chimiques, métaboliques et dynamogènes dans la lutte contre le froid, la chaleur, la soif, la faim, l'intoxication, la douleur, le traumatisme, l'asphyxie, l'hémorragie, la brûlure, etc. La vie traite automatiquement le mal en déclenchant son propre antidote (hormones, humeurs, etc.) ou des réflexes en créant des anticorps. De même que le corps humain adapte ainsi son état intérieur aux variations du milieu et que son système nerveux maintient les équilibres physico-chimiques, pour reprendre une pensée du Dr Carrel, « le corps se moule en quelque sorte sur les événements ». Par exemple, le cheval qui tire un char donne automatiquement le coup de collier nécessaire pour vaincre un obstacle ou une accentuation de la montée qui s'exprime par une résistance plus grande à la traction. Parce qu'il s'écarte de la route imposée, le pilote automatique du bateau, de l'avion ou de la fusée autoguidée corrige l'écart en ramenant l'engin vers la gauche s'il va trop à droite et vers la droite s'il part trop à gauche et ainsi de suite jusqu'à ce que les différences dans un sens et dans l'autre deviennent de plus en plus faibles.

Les industriels aussi savent bien que lorsque le carnet de commandes de leur entreprise devient si volumineux qu'il est impossible de garantir des délais de livraison aux nouveaux clients, la production se maintient pendant un certain temps, puis rétrograde jusqu'à ce que de plus courts délais de livraison attirent de nouveau la clientèle.

En un mot, toute déviation hors de la norme provoque sa propre correction et ramène à la norme. Tout trouble provoque une réaction qui tend vers un nouvel équilibre. Toute recherche d'équilibre est dominée par une rétroaction et aucun équilibre ne peut s'établir sans oscillations. La rétroaction étant une fonction reliant l'effet à sa cause, c'est ce que Latil appelle la « logique des effets ».

---

<sup>6</sup> Voir Georges Hartmann, *Le patronat, les salariés, l'Etat face à l'automation*. Editions de La Baconnière, Boudry 1956, chapitre II.

Ainsi, de même que la rivière cherche l'équilibre du profil de son cours, la recherche de la stabilité dans le système économique ne peut s'obtenir que par des oscillations autour d'une ligne d'équilibre jamais maintenue, ces oscillations constituant tantôt une rétroaction positive, la prospérité, tantôt une rétroaction négative, la dépression. Soumis à des oscillations dites de relaxation, le système économique ressemble, suivant une image fournie par le professeur Reboud, à un appareil de chasse d'eau qui se remplit progressivement et qui se vide brusquement. Pour qu'une prospérité moyenne soit maintenue, la trop grande expansion doit diminuer.

Basée sur les connaissances et sur les phénomènes de la rétroaction, véritable thérapie, la prévision économique relève des phénomènes micro-économiques (décisions des producteurs, des consommateurs) et des événements macro-économiques (décisions des collectivités, de l'Etat, des grandes organisations). Or, l'Etat occupe aujourd'hui une place beaucoup plus importante qu'autrefois comme prêteur (aide à l'étranger, subventions même), comme employeur (créateur de revenus et de pouvoir d'achat), comme client (commandes civiles et militaires) par les dépenses qui figurent à son budget. La « logique des effets », ainsi que l'a relevé de Latil, doit permettre de mieux étudier les phénomènes économiques, de prévoir leur évolution et d'en corriger les fluctuations en ralentissant l'avance des variables qui vont trop vite ou en accélérant la marche de celles qui avancent trop lentement et en donnant ainsi aux gouvernements les instruments d'une politique conjoncturelle appropriée

Il appartient donc aux hommes et à leurs gouvernements d'entreprendre une action globale et d'apporter artificiellement des correctifs efficaces à des situations dont les différents groupes économiques ne sont plus maîtres. La politique économique de l'Etat consiste donc à amoindrir les liaisons rétroactives, c'est-à-dire les oscillations conjoncturelles, en agissant, selon la tendance de la conjoncture, vers le haut ou vers le bas, par exemple sur la consommation en l'accroissant ou en la limitant (prix, impôts, restrictions, rationnement, etc.), par la politique du taux d'intérêt sur l'expansion ou sur la restriction du crédit et par conséquent des investissements de la production, des revenus, des profits, sur les travaux publics et le commerce international, sur le niveau de la monnaie, sur la redistribution des revenus, etc. Les lois de la production dérivant des techniques et la production comme la consommation obéissant aux lois des besoins humains, on comprend que l'adaptation entre l'offre et la demande ne soit pas toujours parfaite et qu'il appartienne à l'Etat de les synchroniser afin de résoudre les problèmes de « maladaptation », évoqués si souvent par le professeur Oulès.

On peut dire que les récentes récessions d'après-guerre n'ont pas dégénéré en dépressions grâce aux larges moyens de la politique

fiscale et monétaire des pays dans lesquels la consommation a été soutenue par les dépenses publiques de constructions et militaires, par la politique des logements, le maintien du niveau des salaires, l'adoption de plans d'investissements à long terme, etc. La plupart des gouvernements n'ont pas hésité à ralentir l'activité économique en expansion dans leur pays et à créer des récessions. Aux Etats-Unis, les réductions d'impôts ont modéré la baisse du revenu disponible en 1949 et provoqué sa hausse en 1954; un contrôle plus efficace des stocks, exercé par les entreprises, a modéré les deux récessions de 1949 et de 1954. L'administration gouvernementale a notamment réduit les commandes militaires au deuxième semestre 1957, c'est-à-dire à un moment où la demande de biens de production était déjà en baisse. Le relèvement du taux d'escompte aux Etats-Unis, en Allemagne occidentale, en Grande-Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède, en Suisse en 1957/1958 a réussi aussi à ralentir la cadence de l'expansion économique. Inversement, pour résorber la récession causée par les mesures précédentes et par d'autres facteurs de production aux Etats-Unis, le président Eisenhower a déclaré dans son discours du 18 mars 1958 avoir pris des mesures pour libéraliser le crédit par l'abaissement des taux et par la diminution des réserves obligatoires des banques du Federal Board. Favorable aux programmes à court terme, parce que plus rapides et plus efficaces et mieux à même de procurer de nouveaux emplois que les projets à long terme, le président Eisenhower a préconisé l'injection, dans l'économie américaine, d'un pouvoir d'achat supplémentaire afin de créer de nouvelles demandes de biens: il s'agissait de prolonger à trente-neuf semaines la période de vingt-six semaines après laquelle les chômeurs ne touchent plus d'allocation des caisses d'assurance des Etats, de réduire les impôts à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1958, d'accorder les crédits nécessaires pour les constructions de routes, de maintenir l'aide à l'étranger, de stimuler les demandes de prêts à la construction de logements, d'accélérer les programmes de construction pour lesquels les fonds avaient déjà été accordés, etc. Le frein classique de la récession consiste encore — après l'étude du comportement des entreprises (stocks, plans d'investissement) et analyse des tendances de la consommation — dans le jeu des stabilisateurs économiques que sont la sécurité sociale, les cotisations et les prestations des assurances, les impôts directs et l'intervention de l'Etat. Il appartient en effet à cette instance coordinatrice de réunir les moyens d'observation pour prévoir l'évolution démographique, les besoins de main-d'œuvre, la répartition de la population active selon les besoins des secteurs de production en développement, la capacité d'adaptation du progrès technique, les besoins futurs de biens de consommation et de capitaux pour préparer assez tôt la régulation de la production en fonction des besoins de la consommation.

En Suisse aussi, les articles économiques de la Constitution fédérale permettent des interventions de l'Etat qui peut prendre des mesures tendant à augmenter le bien-être général et à procurer la sécurité économique des citoyens, ainsi qu'à prévenir les crises économiques et, au besoin, à combattre le chômage. Si une dépression économique devait résulter de la contraction du crédit provoquée au printemps 1958, la libéralisation des « réserves de crise » accumulées par l'économie privée permettrait de prévenir des fléchissements de l'emploi.

#### *V. Une crise économique est-elle probable?*

Après des années de demande accumulée à la suite de la seconde guerre mondiale, d'une politique de plein emploi et du réarmement provoqué par la guerre de Corée, l'économie mondiale a été caractérisée par une activité de croissance ralentie et l'élan qui la caractérisait ne s'est plus poursuivi en 1957. Aux Etats-Unis, les experts de l'économie prédisaient déjà au début de 1957 une période de ralentissement pour la seconde moitié de la même année. Cette prévision s'est réalisée: ce ralentissement, enregistré en août 1957 à la Bourse de New-York, s'est manifesté dans certaines régions et dans des secteurs déterminés.

La récession ne s'est pas étendue à tout le pays. Ses effets se sont localisés dans les secteurs d'investissements et de biens de consommation durables de quelques Etats américains et en particulier dans les industries des textiles, des automobiles, des pièces détachées qui s'y rapportent, de l'équipement routier et aéronautique, des machines, des aciéries et de la sidérurgie (qui subissent le contrecoup des difficultés de la branche automobile), des transports ferroviaires, des charbonnages, des entreprises pétrolières, des mines de cuivre, de zinc, de plomb. En revanche, les grands centres industriels, les banques, le commerce de détail travaillaient encore normalement. Le déséquilibre a été essentiellement marqué par des tensions dans le domaine monétaire, une surproduction, une diminution des investissements, une réduction des stocks, une baisse des valeurs immobilières aux bourses, un affaiblissement de la demande et des prix des matières premières, ainsi que d'une augmentation du chômage. Bien que dans la première moitié de l'année 1958 le monde ait encore joui d'une grande activité économique, l'équilibre général a continué à être troublé par l'inflation. A la différence de la dépression de 1929, la récession américaine de 1957/1958, qui suivit l'arrêt provisoire du programme d'expansion des Etats-Unis, présente des caractères différents des récessions précédentes parce que le chômage est plus élevé, la production industrielle diminue moins et les prix continuent à monter (sauf ceux de certaines matières premières).

*Le développement du chômage aux Etats-Unis  
de 1932 à 1958*

<i>Population</i>	1932	1933	1938	1949	1950	1953	1954	1955	1956	1958 avril	1958 juin
(en millions d'habitants)											
a) totale . . . .	125	126	130	150	151	160	161	165	171	173	173
b) active . . . .	51	51	55	62	60	63	63	66	68	70	70
c) en chômage . .	12,1	12,8	10,4	3,7	3,4	1,9	3,6	2,9	3,5	6	5,4
<i>Chômeurs</i>											
par rapport à la population:											(en pour-cent)
a) totale . . . .	9,7	10,1	8,0	2,4	2,2	1,1	2,1	1,7	2,0	3,5	3,1
b) active . . . .	23,7	25,0	19,0	5,9	5,3	2,9	5,6	4,4	5,2	8,6	7,7

Au cours de la dépression de 1929 à 1933, environ 25% de la population active ou 10% de la population totale était au chômage aux Etats-Unis (voir tableau ci-dessus) en 1938 et les sans-travail représentaient encore 19% de la population active ou 8% de la population totale. Seuls l'appel sous les armes à la suite de l'attaque de Pearl-Harbour par les Japonais et les commandes de matériel de guerre à l'industrie ont pu dissiper entièrement le chômage. Même en tenant compte du fait que le volume des chômeurs ne se soit jamais comprimé depuis 1945 au-dessous de quelque 2 millions d'individus en raison des variations de l'activité saisonnière et des ajustements du progrès technique, en septembre quelque 3% de la population totale ou quelque 7% de la population active étaient sans travail (environ 5 millions d'individus). Compte tenu de la structure et du volume de la population actuelle, pour atteindre la même situation de chômage qu'en 1932/1933 il en faudrait aujourd'hui 17 millions. C'est la préparation à la guerre dans certains pays (Japon, III<sup>e</sup> Reich) et la guerre elle-même dans d'autres pays (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) qui ont fait disparaître le chômage qui y persistait depuis 1930. Aux Etats-Unis, une contraction économique n'aurait le caractère d'une crise que lorsque le chômage aurait dépassé le taux de 10%. D'ailleurs, depuis le mois de mai 1958, les statistiques d'emploi y marquent un ralentissement de la récession. Si celle-ci est loin d'être terminée, le chômage semble toutefois diminuer, l'activité reprendre dans l'agriculture, le bâtiment, le commerce de détail et il ne s'agirait nullement d'une reprise purement saisonnière. L'indice de la production industrielle (Federal Reserve Board) a augmenté depuis son point le plus bas en avril 1958 (126% de la moyenne 1947-1949) à 133% en juillet 1958. Les indices allemand « Volkswirt », américain « Moody », anglais « Reuter » et « The Economist » marquent tous un raffermissement et un relèvement des cours des matières premières depuis juin 1958. La tendance à la baisse qui régnait (sauf pour le cacao) sur les marchés commerciaux depuis près de deux ans s'est stabi-

lisée avant les événements du Moyen-Orient: la reprise des cours s'est manifestée pour les métaux non ferreux notamment. Les stocks américains marquent aussi une diminution depuis juin 1958 et le boom psychologique a été déclenché par la hausse des prix de l'acier imposée par un relèvement des salaires horaires.

Mais le principal danger que court l'économie américaine est un renouveau de l'inflation plus qu'une activité économique insuffisante. La hausse des cours à la Bourse de New-York depuis un certain temps a d'ailleurs été motivée par cette crainte d'inflation. La mise en application du programme anticrise a créé aux Etats-Unis une psychose inflationniste. Cette perte du pouvoir d'achat que les économistes appellent l'inflation se traduisait en juin 1958 par un indice des prix de consommation record de 123,7% (Bureau of Labor Statistics). Cela explique pourquoi le relèvement du taux d'escompte américain, le 14 août 1958 s'est avéré être une mesure de lutte antiinflationniste, alors que le 15 novembre 1957, par l'abaissement du taux d'escompte, le gouvernement avait clairement démontré qu'il abandonnait sa politique d'austérité financière et qu'il voulait encourager de nouveau les investissements. L'expérience montre qu'il faut six mois pour que l'argent fraîchement créé parvienne jusqu'au seuil de la Bourse et de douze à quinze mois pour qu'il aboutisse dans tous les secteurs de la vie économique, une reprise économique apparaîtrait à la fin de 1958 ou au début de 1959. Le Sénat américain vient d'ailleurs de voter la loi sur l'aide financière à l'Euratom européen, qui nécessite ainsi 328 millions de dollars en plus du versement de 135 millions de dollars par l'Import-Export-Bank. En outre, les Etats-Unis et le Canada ont encore demandé à l'assemblée annuelle des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque Mondiale pour la Reconstruction et le Développement, qui s'est tenue à la Nouvelle-Delhi en octobre 1958, de doubler la participation financière des quelque trente pays membres de ces institutions bancaires supranationales, potentiel financier dont l'effet provoquera un flot de commandes de biens d'investissement dans les centres industriels américains, canadiens et européens. On peut même se demander si tout cela ne va pas créer artificiellement une nouvelle « haute conjoncture ».

La récession américaine ne s'est d'abord encore étendue que partiellement à l'Europe occidentale, dont elle n'a guère affecté la balance des paiements. Les Pays-Bas et surtout la Belgique ont été touchés déjà au cours du second semestre 1957 (diminution des commandes et de la production, accumulation des stocks, plafonnement de la production d'électricité, etc.). Si l'année 1957 a vu la résorption de la hausse passagère causée par la mise hors service du canal de Suez du début de novembre à mars-avril 1957, l'année 1958 a été marquée par les premières répercussions de la réces-

sion américaine dans certains pays européens. Depuis quelques mois, deux symptômes manifestent le déséquilibre malgré le maintien du plein emploi: une hausse des prix presque générale et une crise des balances des paiements due à une pénurie de dollars. L'aide américaine, qui se dirige déjà davantage vers le Proche-Orient et l'Asie que vers l'Europe, et la renaissance du protectionnisme aux Etats-Unis semblent en être les causes.

Bien que les économies de l'Allemagne occidentale, de l'Autriche, de la France, de la Suisse aient montré jusqu'à ces derniers mois une étonnante résistance à la récession, celle-ci affecte maintenant la plupart des pays d'Europe. Les commandes et les productions s'infléchissent davantage, mais toutefois sans précipitation, notamment dans les secteurs du charbon, de la sidérurgie et du textile. La tendance à la stagnation se traduit même par le développement du chômage dans certains pays industriels.

En Suisse, la haute conjoncture a perdu de sa vigueur et un certain tassement nécessaire et souhaité a été constaté dans plusieurs branches où la diminution de l'activité se manifeste par la réduction des commandes et dans la baisse des importations. Les industries ont cependant encore des commandes en portefeuille pour une durée de cinq à treize mois suivant les branches. Le degré d'occupation de la main-d'œuvre reste encore excellent<sup>7</sup>, puisque l'effectif de la main-d'œuvre étrangère, qui joue le rôle de soupape, s'élève à quelque 300 000 individus<sup>8</sup> et puisque, en outre, l'industrie paie encore des quantités énormes d'heures supplémentaires à la main-d'œuvre nationale (pour le 2<sup>e</sup> trimestre: 2,5 millions en 1958 au lieu de 3,5 millions en 1957). Bien que l'expansion économique se ralentisse dans certaines branches qui dépendent de l'importation (hôtellerie, horlogerie, métallurgie, textile), une période de consolidation et de transition est reconnue nécessaire dans l'intérêt du pays. Ainsi que le remarquait en janvier 1958 le professeur Böhler, il ne faut pas craindre une dépression, mais s'attendre simplement à une normalisation des conditions économiques et rester confiant dans le développement à longue échéance.

La situation économique actuelle de la Suisse ne permet pas encore d'établir des pronostics pour ces années prochaines, mais il est raisonnable d'envisager l'avenir de la conjoncture économique simplement avec moins d'optimisme qu'auparavant et de s'attendre, après cette phase de rajustement et de transition, à un retour à la situation normale dont le niveau restera néanmoins plus élevé encore

---

<sup>7</sup> Il y avait en juillet 1140 chômeurs complets, c'est-à-dire à peine 1 % de la population active (la plupart des travailleurs non qualifiés dans l'industrie horlogère) et 4043 places vacantes.

<sup>8</sup> 15 % du nombre des personnes actives dépendantes (employés, ouvriers).

que celui de la pointe de 1950/1951 causée par les événements de la guerre de Corée.

Si le professeur Böhler estime que la grande activité dans la construction d'immeubles se maintiendra en Europe et même aux Etats-Unis jusqu'en 1965, on peut encore dire qu'en Suisse le seul développement de l'équipement hydro-électrique exigera une dépense de 12 milliards de francs jusqu'en 1975, somme à laquelle devront s'ajouter les 3 ou 4 milliards prévus pour les autoroutes. Le Comité national suisse de la Conférence mondiale de l'énergie envisage que l'augmentation des besoins de consommation d'énergie en Suisse sera de 64% en 1975. Il ne faut pas oublier que les éléments principaux de l'évolution économique dans notre pays sont l'accroissement annuel de la population totale (quelque 40 000 personnes de plus à nourrir, habiller, entretenir, instruire, distraire, etc.), le progrès technique et les investissements qu'il occasionne, ensuite l'expansion des échanges internationaux, notamment les exportations, dont dépendra toujours davantage la prospérité suisse, selon l'avis du regretté professeur Rappard.

On doit s'attendre à ce que la structure économique de la Suisse se modifie dans les vingt ou trente prochaines années, mais on ne voit pas pourquoi l'évolution de la population, de la production, de l'emploi, du revenu national, des besoins, même à longue échéance, ne poursuivrait pas sa marche ascendante. Des progrès considérables seront réalisés encore en matière d'efficacité de la production grâce à l'automation et aux emplois pacifiques de l'énergie nucléaire. Quantité d'indices de progression soulignent suffisamment l'accroissement attendu des besoins et des productions au cours de ces prochaines années dans divers pays et différentes branches économiques<sup>9</sup>.

## VI. Conclusions

A l'inverse de la reprise, qui est généralement déclenchée par un renouveau d'investissements provoquant un supplément de revenus et de demandes de biens de consommation, la récession résulte d'une diminution des investissements, des stocks, des revenus et de la consommation de biens essentiellement durables. Elle apparaît comme une fluctuation mineure de l'activité économique, fléchissement qui n'entraîne pas de troubles graves. La récession est, pour reprendre une image du professeur Woitrin, une « digestion des progrès antérieurs ». Certains indices économiques ont baissé d'au-

<sup>9</sup> Estimations que nous avons groupées systématiquement dans le tableau 3 de notre ouvrage *Conjonctures économiques d'hier, d'aujourd'hui, de demain*. Editions générales S. A., Genève 1958.

tant plus fortement que les hausses antérieures avaient été excessives. Les exagérations doivent être corrigées et, à cet égard, une pause constitue une réaction salutaire. D'ailleurs, tout ralentissement normal des affaires porte en soi les germes d'une reprise ultérieure.

Si les « sept vaches grasses et les sept vaches maigres », qui marquent légendairement l'alternance classique de hausse et de baisse de l'activité économique, ont affecté pendant des siècles l'économie de tous les pays, les nations modernes n'ont en revanche plus connu depuis une vingtaine d'années les amples fluctuations de la conjoncture économique d'autrefois. Cet état de choses résulte des interventions des gouvernements ou dans certains cas de l'apparition d'un conflit armé et de sa préparation (industrie de guerre) qui limitèrent les renversements conjoncturels à de simples récessions ou même à des fluctuations à peine sensibles. Aujourd'hui, on s'efforce en effet partout de compenser les déséquilibres entre les biens d'investissement et ceux de consommation, les déséquilibres entre les capacités de production aux divers stades de fabrication, les déséquilibres entre les diverses techniques utilisées; on s'efforce d'adapter les structures de production aux structures de consommation, d'orienter autant que possible la population active employée dans les secteurs de production saturés vers les secteurs qui ne parviennent pas à satisfaire la demande.

Les gouvernements aussi bien que les chefs d'entreprises sont unanimes à reconnaître l'absolue nécessité de procéder à des prévisions économiques minutieuses pour diriger les affaires publiques et privées et adapter au fur et à mesure leurs méthodes de direction. Leurs décisions ne peuvent être que les résultantes d'un ensemble de prévisions et de programmes coordonnés. L'analyse scientifique de l'histoire économique révèle une régularité dont on peut énoncer certaines règles. Actuellement, les méthodes de prévision économique reposent sur l'idée que l'avenir n'est certes pas identique au présent, mais n'en est qu'un développement qui fournit des indications de tendance. Sachant dans quelles conditions se déroule le présent, il est donc possible de projeter dans l'avenir les tendances des facteurs économiques du passé, de les extrapolier et d'établir les pronostics pour un avenir probable à condition qu'aucun facteur extra-économique ne vienne troubler le déroulement.

En effet, la probabilité que les tendances constatées dans le passé et dans le présent subsistent à l'avenir n'exclut pas la modification des facteurs existants ou l'intervention de facteurs nouveaux. Il y a des forces plus puissantes que la science et que la raison. L'évolution des cycles peut fort bien être déjouée par des applications accélérées du progrès technique (par exemple: automation, usage industriel de l'énergie nucléaire, développement accéléré de l'industrie des plastiques et des métaux légers). Les changements de modes et de goûts ne sont pas non plus prévisibles; la mévente

dans l'industrie automobile aux Etats-Unis depuis quelques mois le prouve.

L'expérience du passé a démontré la tendance de l'économie à se développer avec des crises majeures tous les huit à neuf ans, périodes elles-mêmes entrecoupées de récessions passagères et mineures tous les trois à cinq ans. Mais cette tendance ne doit pas nous empêcher de conclure avec optimisme que des récessions limitées et modérées continueront à se produire. Ainsi que l'écrivait récemment le professeur Barre, il y a dans l'économie moderne une tendance à l'atténuation des contractions économiques.

Après avoir procédé à l'étude des statistiques de toutes les crises américaines depuis la fin de la première guerre mondiale, l'économiste Moore (directeur adjoint au Service des recherches économiques du National Bureau of Economic Research des Etats-Unis), a conclu que la récession actuelle sera aussi importante que celles de 1949/1950 et de 1953/1954 et même peut-être plus sérieuse. Selon lui, la récession actuelle, qui appartient à la catégorie des « dépressions modérées », ne semblerait pas devoir être aussi grave que la crise de 1929 ou même que celle de 1937/1938.

L'évolution économique dépend beaucoup des facteurs psychologiques et des réactions subjectives que sont l'espoir et la confiance. Aujourd'hui encore, la confiance générale ouvrira certainement la voie à la reprise qui ces prochains mois succédera aux ajustements et aux réorganisations préalables à toute reprise. De nombreux auteurs précisent que les prévisions à court terme font entrevoir une reprise économique depuis la seconde moitié de l'année 1958, reprise qui se poursuivra jusqu'en 1960 si aucun conflit généralisé important ne vient troubler la marche de l'économie, si les rapports entre les pays importateurs et les pays exportateurs restent harmonieux. Selon d'autres experts, le renversement du mouvement descendant se produira à la fin de 1958 ou même au début ou au milieu de l'année 1959.

Certains augures<sup>10</sup> voient ensuite l'expansion atteindre 1960; d'autres prévoient qu'elle poursuivra raisonnablement son cours jusqu'en 1963 pour croître plus vivement vers 1963 jusqu'en 1970 et même 1975-1977, années qui constitueront la fin de la période de hausse fondamentale. Il est donc possible d'admettre qu'aucune crise économique semblable à celle de 1929 n'apparaîtra de sitôt. Mais il faut espérer que la prévision économique permettra d'orienter toujours plus et toujours mieux la croissance économique et la production en fonction des besoins les plus mal satisfaits. Car une des contradictions économiques les plus évidentes du monde moderne consiste bien dans le fait que tant de besoins restent encore

---

<sup>10</sup> Voir Georges Hartmann, op. cit., chapitre VII.

insatisfaits à une époque où 67% de la population du globe n'a en moyenne que 200 fr. de revenu annuel par tête et une espérance de vie de trente ans. On ne sera jamais assez conscient que sur les deux milliards et demi d'hommes qui vivent dans le monde un milliard, soit 40%, est mal alimenté, un autre milliard, soit 40%, est sous-alimenté et un demi-milliard, soit 20%, est à même de satisfaire plus ou moins normalement ses besoins essentiels. On ne soulignera non plus jamais assez que 44% de l'ensemble de la population de la terre est analphabète et que 72% vit encore dans des huttes et sous des tentes.

Ce n'est certes pas le lieu ici d'insister ni sur la mauvaise répartition de la population et des ressources dans le monde, ni sur les difficultés de faire adopter par les pays sous-développés des méthodes plus modernes de production. Il y a encore tant de maisons, d'hôpitaux, d'écoles (l'UNESCO estime à deux millions et demi le nombre des enfants qui ne fréquentent pas l'école) à ériger, tant de routes, d'usines électriques, de voies de communication à construire pour éliminer les honteuses et inhumaines conditions de logement de travail et de vie qui existent encore dans le monde.

Même si la surproduction qui se manifeste dans certaines parties du monde ne peut pas toujours être utilisée pour compenser les déficiences qui affectent d'autres régions, il appartient à chacun de coopérer à cette construction du monde sur une planète qui n'est qu'un grain de poussière dans l'infini cosmique et sur laquelle la nature a semé l'inégalité alimentaire, l'inégalité de la santé, l'inégalité de l'intelligence, l'inégalité sociale, l'inégalité entre les nations, en un mot l'injustice et le désespoir. Il ne peut pas y avoir de déséquilibre économique sans déséquilibre social parallèle. Les phénomènes sociaux sont toujours le reflet de la situation économique.

Espérons que la confiance renaîtra en une prospérité nouvelle et alors la crise n'aura pas lieu. Souhaitons que les gouvernements et les milieux économiques soient persuadés de l'impérieuse nécessité de développer toujours mieux les statistiques nationales et les méthodes de prévision et de prévention des fluctuations économiques pour améliorer le sort de l'humanité. Alors la récession actuelle aura servi à mieux préparer l'avenir.